



ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE

Réfection des enrobés

Chemin des Punais

Du 31 août au 13 septembre 2026

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande de Monsieur CHAVAND Sylvain, représentant de l'entreprise JEAN LEFEBVRE IDF, en vue de la réfection des enrobés, chemin des Punais à Vaux-sur-Seine (78) ;

Considérant que ces travaux nécessitent certaines restrictions temporaires de stationnement ;

ARRETE

Article 1 :

Du 31 août au 13 septembre 2026, entre 09h00 et 16h00, l'entreprise JEAN LEFEBVRE IDF sera autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer la réfection de la chaussée en enrobés du Chemin des Punais. Le stationnement sera interdit et déclaré gênant sur toute la longueur du chemin. Un cheminement pour les piétons sera mis en place si nécessaire.

La circulation sera fermée sur la totalité du chemin le temps strictement nécessaire à l'intervention. L'accès sera autorisé uniquement aux riverains. A charge à l'entreprise d'en informer les riverains au préalable afin d'éviter le maximum d'entrées et de sorties de véhicules.

Article 2 :

En cas d'éventuelles dégradations de la chaussée, il reviendra au bénéficiaire du présent arrêté, d'effectuer la remise en état d'origine.

Article 3 :

Les services de police devront prendre toutes les mesures nécessaires quant à la bonne exécution de cet arrêté.

Article 4 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine
- Monsieur CHAVAND Sylvain, le représentant l'entreprise JEAN LEFEBVRE IDF

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à Vaux-sur-Seine, le 10 août 2026

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

